

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOMMER NEEDLEPUNCH**

341 rue de la Mairie  
59780 Baisieux

Références : 01032023\_Sommer NP\_Baisieux  
Code AIOT : 0007000952

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement SOMMER NEEDLEPUNCH implanté 341 rue de la Mairie 59780 Baisieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture.

Par retour d'expérience de cet accident, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations classées soumises à autorisation ont été complétées pour imposer la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions par les exploitants d'installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOMMER NEEDLEPUNCH
- 341 rue de la Mairie 59780 Baisieux
- Code AIOT : 0007000952
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMMER NEEDLEPUNCH est spécialisée dans la fabrication de revêtements de sol textiles événementiels et de gazons synthétiques. Les revêtements sont fabriqués à partir de fibres de polypropylène. Ces fibres polypropylène sont elles même produites sur site par extrusion de granulés.

Pour la finition des produits, le site dispose de deux rames d'enduction des textiles polypropylène produits. Cette enduction consiste en l'application d'un revêtement composé de latex, d'eau et éventuellement d'un retardant feu.

Les installations fonctionnent en continu et emploient une centaine de personnes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels : état des stocks, prévention et moyens de lutte contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 36.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 36.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 1.1	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 10.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En terme de protection et moyens de lutte contre l'incendie, le site n'est pas équipé de détection incendie dans les bâtiments de stockage et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les RIA sont fonctionnels. Ces 2 manquements augmentent le risque accidentel incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 1.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de classement des rubriques concernées par l'état des stocks :			
Références des unités	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques	Rubriques de classement
Stocks produits finis	Stockage de pneumatiques et produits finis dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Matières alvéolaires et non expansées	Le volume total de matières plastiques susceptible d'être stocké est égal à 37 637 m <sup>3</sup> Détail : - balles de fibres (stockages intermédiaires repères 34ter, 54, 68, 73) : 3 319 m <sup>3</sup> - stockage de revêtement de sol et dalles (repères 7, 8, 9, 10, 12bis, 21, 22, 32, 33, 79, 80, 81) : 34 262 m <sup>3</sup> - stockage de films d'emballage : 56 m <sup>3</sup> Le bâtiment 88 remplace les bâtiments 79,80, 81	2663-2-a
Stockage matières premières Fibres	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Le volume total de matières plastiques susceptible d'être stocké est égal à 890 m <sup>3</sup> Détail : - 6 silos de stockage du polypropylène en granulés (2 x 120 m <sup>3</sup> + 3 x 150 m <sup>3</sup> + 1 x 125 m <sup>3</sup> = 815 m <sup>3</sup> ) - 75 m <sup>3</sup> de granulés de polypropylène en sacs	2662-b
Stockage de palettes	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles dangereux analogues (dépôts de)	Le dépôt de palettes représente un volume de 400 m <sup>3</sup>	1530

**Constats :** L'inspection réalise le recensement de matières stockées lors d'un échange en salle et de la visite du site de l'usine :

- Rubrique 2663-2 : il s'agit des produits finis.  
14 833 m<sup>3</sup> dans l'état des stocks pour 37 637 m<sup>3</sup> autorisés.  
La localisation est indiquée dans l'AP.
- Rubrique 2662-b : il s'agit du polypropylène en granulés.  
494 m<sup>3</sup> dans l'état des stocks pour 890 m<sup>3</sup> autorisés  
Les granulés sont stockés en silos et dans la cour extérieure.
- Rubrique 1530 : il s'agit de palettes et de cartons.  
174 m<sup>3</sup> de mandrins carton et 207 m<sup>3</sup> de palettes pour 400 m<sup>3</sup> de palettes autorisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant tient un état des stocks. Des extractions papier sont présentées à l'inspection :  - Les stockages concernent les matières premières et les produits finis.  - Les matières stockées sont indiquées avec leur nom commun, différent de l'appellation commercial.  - Les quantités sont exprimées en tonnes (en t et m<sup>3</sup> dans l'arrêté préfectoral).  - Les rubriques de la nomenclature ICPE sont mentionnées.</p> <p>L'exploitant propose d'améliorer celui-ci en utilisant les mêmes unités que l'AP.</p> <p>L'ensemble des matières combustibles figurent dans l'état des stocks y compris les emballages plastiques (polyane), les palettes et les cartons (sous forme de mandrin).</p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour au fil de l'eau et qu'un inventaire physique de recalage est réalisé mensuellement.</p> <p>Cet état des stocks accompagné du plan est exploitable.</p> <p>Observation : Des substances/mélanges dangereux sont utilisés sur le site (retardateurs de flamme notamment). L'état des stocks doit être complété avec ces substances/mélanges même si ceux ci sont utilisés en faible quantité. Un examen du classement potentiel en rubriques 4xxx de ces substances/mélanges doit également être réalisé au regard des mentions de danger. L'exploitant utilisera le guide de classement (page 27 à 30 notamment) disponible à l'adresse suivante:  <a href="https://www.ineris.fr/fr/application-classification-substances-melanges-dangereux-nomenclature-installations-classees">https://www.ineris.fr/fr/application-classification-substances-melanges-dangereux-nomenclature-installations-classees</a>  Le résultat de cet examen sera transmis à l'inspection sous 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des FDS des matières dangereuses. L'inspection a demandé un échantillon : latex et produit retardateur de flamme. L'exploitant a été en mesure de présenter ces FDS. Celles-ci sont récentes (<3ans).  L'inspection a constaté que les FDS sont classées par fournisseur sur le réseau informatique de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> Une extraction papier de l'état des stocks a été présentée le jour de l'inspection. L'état des stocks électronique est accessible sur un cloud.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : Mesures de protection contre l'incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 36.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 poteaux incendie (pression &gt; 4 bars, débit &gt;100 m3/h) implantés devant l'entrée principale et devant l'entrée du parking. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers ;</li> <li>- 3 forages (pression &gt;4 bars, débit &gt;90 m3/h) ;</li> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présent des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.</li> </ul> <p>L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté sur plan les moyens de lutte contre l'incendie suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 hydrants sur le réseau communal.</li> <li>- 5 hydrants sur le réseau interne de l'exploitant raccordés aux 2 forages du site via un surpresseur. 1 forage n'est plus utilisé : F5.</li> <li>- des RIA uniformément répartis dans les bâtiments de l'exploitant</li> <li>- 7 réseaux de systèmes d'extinction par sprinkler</li> </ul> <p>Un groupe électrogène de secours assure l'alimentation électrique des pompes des forages, du surpresseur et de l'éclairage de secours en cas de coupure.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas contrôlé la présence de l'ensemble des hydrants. La présence de deux hydrants a été constatée. L'inspection a également pu constater l'équipement en RIA et extincteurs de l'exploitant répartis sur l'ensemble des bâtiments du site.</p> <p>L'inspection a demandé la remise des derniers rapports de vérification de ces éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteurs : ils ont été contrôlés le 24/05/2022 par SAS LST Boulanger Sécurité. Ceux – ci sont fonctionnels.</li> <li>- RIA : ils n'ont pas fait l'objet de contrôle en 2022. Leur fonctionnalité n'est pas justifiée. L'exploitant a commandé la prestation pour 2023 (BC du 08/03/2023).</li> <li>- Détection incendie : la détection incendie a été contrôlée le 08/09/2022 par CEMIS. Le système est fonctionnel.</li> <li>- Hydrants internes : ils ont été vérifiés le 02/11/2022 par la société AAI. L'AP ne prescrit pas de débit minimum pour les moyens de lutte contre l'incendie. Sur les 5 hydrants, 1 seul (le n°3) ne respecte pas une pression &gt; 4 bars pour un débit &gt; 90 m3/s.</li> <li>- Hydrants externes : prescription sur le débit atteinte mais pas sur la pression.</li> <li>- Sprinklage : la vérification semestrielle a été réalisée le 15/06/2022. L'inspection souligne que le certificat N1 n'est plus valable (il date de 1990 et est valable 30 ans) et qu'il existe un point de non-conformité avec risque de mise en échec ou système en situation d'échec. La vérification annuelle du groupe motopompe diesel a été réalisée en janvier 2023.</li> </ul>

La présence d'un système d'extinction par sprinkler n'est pas prescrite dans l'AP. L'absence de vérification annuelle des RIA en 2022 constitue une non-conformité.
<b>Observations :</b> un dossier de porter à connaissance de l'exploitant pour son site à BAISIEUX est en cours d'instruction par l'inspection. Dans ce cadre, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre à jour les besoins en eaux incendie par la méthode du guide technique D9 et de justifier l'atteinte des débits individuels et simultanés. L'exploitant doit ainsi démontrer l'adéquation des moyens d'extinction avec les besoins. Ces démarches sont actuellement menées par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Mesures de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 36.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie pour les bâtiments n° 7, 8, 9, 10, 34 ter, 54,68 et 88
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.
<b>Constats :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant n'existe pas dans la totalité des cellules de stockage, seule la cellule 88 est équipée. Cela constitue une non-conformité.  L'exploitant indique à l'inspection qu'une opération de mise en place de détection incendie dans ce bâtiment est en cours pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



N° 7 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2005, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassins de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement ou contenu à l'intérieur du site. Le volume minimal de cette retenue est de 2 000 m <sup>3</sup> .  Ces eaux s'écouleront dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en situation d'accident.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette retenue doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b> Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont acheminées vers un bassin étanche et pouvant être isolé par une vanne. Visuellement il n'est pas noté d'incohérence entre le volume prescrit et le constat sur le site. Le volume précis n'a pas été vérifié par l'inspection.  En position normale, la vanne est ouverte. L'exploitant indique qu'un agent de la maintenance est chargé de la fermer en cas d'incendie ou pollution.  L'inspection a pu constater la présence d'un regard de visite donnant l'accès à une vanne. La vanne est manœuvrable via un clé en T. Aucun affichage n'indique la présence de la vanne.  L'inspection préconise la mise en place d'une signalétique indiquant la localisation de la vanne et la réalisation d'essais de manoeuvres périodiquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet